

conjoncture commerciale dont le Canada a joui au cours de ces dernières années d'un océan à l'autre. Je crois qu'une augmentation de plus de 10 p. 100 pour l'utilisation de la voie maritime n'est pas, comme on l'a déclaré, une augmentation raisonnable. Cela donnerait certainement lieu à un mouvement vers des prix plus élevés. L'augmentation des taux proposée pour la voie maritime et le canal de Welland, détournerait à mon avis, les cargaisons de céréales pour l'exportation des ports canadiens sur le Saint-Laurent au profit des ports de la côte de l'Atlantique et du golfe desservis par chemin de fer. Je crois aussi que cela favoriserait l'envoi du minerai de fer du Labrador aux ports de la côte atlantique des États-Unis et de là, par chemin de fer.

Toute augmentation des taux de péage de la voie maritime nuirait à la position concurrentielle des producteurs de minerai de fer dans la vallée du bas Saint-Laurent. Tout ralentissement des transports vers l'amont de la voie maritime aura des répercussions indirectes sur les taux d'expédition des céréales en aval. Parlant pour ma paroisse, un grand nombre d'industries, le long de la voie maritime et du canal de Welland, opèrent en circuit fermé et un grand nombre d'industries de ma région ne survivrait que si le péage est aboli.

Les augmentations des taux de péage sur la voie maritime et des frais imposés aux usagers sur le canal de Welland ne devraient pas être acceptées. Les taux actuels devraient être abolis et on devrait en revenir à la navigation gratuite, traditionnelle jusqu'en 1960.

[Français]

### MOTION D'AJOURNEMENT ET DÉBAT

SUJET DES QUESTIONS DEVANT ÊTRE DÉBATTUES SUR LA MOTION D'AJOURNEMENT

**M. l'Orateur suppléant (M. Rinfret):** Il est de mon devoir, en conformité de l'article provisoire 39A du Règlement, d'informer la Chambre que les questions suivantes seront débattues au moment de l'ajournement, ce soir: Le député de Waterloo-Sud (M. Saltsman): L'immigration—la reconnaissance des titres universitaires des européens; le député de Villeneuve (M. Caouette): Relations fédérales-provinciales—On suggère la création d'une commission d'information; le député de Victoria, Ontario (M. Scott): L'industrie—La fermeture de l'usine de pièces d'automobile à Beaverton (Ontario).

Comme il est six heures, la Chambre examinera maintenant les mesures d'initiative parlementaire inscrites au *Feuilleton* d'au-

[M. McNulty.]

jourd'hui, soit les avis de motions portant production de documents.

• (6.00 p.m.)

[Traduction]

### LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

FINANCES, COMMERCE ET QUESTIONS—ADOPTION DU 8<sup>e</sup> RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT

**M. H. E. Gray (Essex-Ouest):** Monsieur l'Orateur, la Chambre me permettrait-elle de revenir aux motions?

**M. l'Orateur suppléant (M. Rinfret):** La Chambre consent-elle à l'unanimité à ce que l'honorable représentant revienne aux motions?

**Des voix:** D'accord.

**M. Gray:** Je voudrais déposer en ce moment le huitième rapport, en anglais et en français, du comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques. Avec l'assentiment de la Chambre, j'en propose l'adoption maintenant.

Avec l'assentiment de la Chambre, je serais disposé à proposer, appuyé par le député de Joliette-L'Assomption-Montcalm (M. Comtois):

Que le 8<sup>e</sup> rapport du comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques, présenté ce jour, soit adopté maintenant.

**M. l'Orateur suppléant (M. Rinfret):** La Chambre consent-elle à l'unanimité à ce que le représentant présente cette motion?

**L'hon. M. Bell:** Monsieur l'Orateur, puis-je demander au député si le rapport a été adopté à l'unanimité par le comité?

**M. Gray:** C'est le rapport unanime du comité; il est fondé sur un rapport du comité directeur qui a été adopté à l'unanimité par le comité.

**M. l'Orateur suppléant (M. Rinfret):** Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

(La motion est adoptée.)

DÉFENSE NATIONALE—ADOPTION DES 1<sup>er</sup> ET 2<sup>e</sup> RAPPORTS DU COMITÉ PERMANENT

**M. D. W. Groos (Victoria, C.-B.):** Monsieur l'Orateur, comme nous sommes maintenant revenus à l'appel des motions, je voudrais proposer, appuyé par M. Walker:

Que les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> rapports du comité permanent de la défense nationale présentés à la Chambre, le mardi 17 mai, soient maintenant adoptés.